

PROBLEMATIQUE DU STATUT DU SECTEUR PUBLIC
PRODUCTIF, PROBLEMATIQUE ETERNELLE (?!)

Mr. Said MERCHICH
Université Alger 3

Résumé

« Tout on ne cherchant que son intérêt personnel, l'individu travaille souvent d'une manière plus efficace pour l'intérêt de l société que s'il avait réellement pour but d'y travailler. En cela comme dans beaucoup d'autres circonstances, il est conduit par une main invisible¹ »

« L' avancée vers le socialisme permettra de maitriser la croissance de l'économie dans le sens des consommations collective. Cette tâche sera rendue possible par le rôle nouveau de la recherche et du secteur public² »

« dans une économie moderne; il y a place à la fois pour le marché et pour le plan³ »

Mots clés: secteur public productif, réforme économiques, loi Wagner.

المخلص:

إشكالية القطاع العمومي المنتج، إشكالية أبدية ؟ كانت المؤسسة العمومية المنتجة محط انظار الدارسين والمسيرين والسياسيين وقد حظيت بتعاريف قانونية عديدة حسب اختلاف البلدان والمصالح، كانت في قلب الإصلاحات التي نادى بها أنصار اقتصاد السوق الأحادي القطبية في أواخر القرن العشرين. تمت خصصتها وحتى التخلي عنها وإهمالها في الدول الاشتراكية سابقا وفي الدول النامية. وكانت الإصلاحات المفروضة شرطا أساسيا لدخول الأسواق العالمية السلعية والمالية. إلا أنه وبظهور أعراض الأزمة المالية (صانقة ألفان وثمانية) سارع الأمريكيون الجمهوريون برئاسة جورج بوش الابن، إلى إنقاذ مؤسساتهم المفلسة والمهددة بالأموال العمومية، أموال الخزينة الفدرالية؟ الشيء الذي يشبه التأميم، وهو عمل ضد التيار السائد، يفترق القطاع العمومي المنتج حتى إلى التعريف القانوني. يتبين من الدراسة أن الإشكالية أبدية ذلك أن الدراسة ليس لها موضوع محدد ومتشعبة ولم تحط بها الطريقة النظامية في البحث العلمي. وإن دوافع الإبقاء أو التخلي عن القطاع العمومي كانت في أغلب المرات اجتماعية وسياسية تحكمها الأخلاق، بهذا الأمر هي أبدية.

Introduction:

Le financement des entreprises publiques productives (EPP) a toujours posé problème et a toujours pesé de tout son poids sur l'évolution de ces entreprises et du secteur public en général, créant pour l'état un déficit budgétaire et pour l'économie nationale un déficit public, tous les deux chronique. Cette question, insoluble et éternelle, nous constatons, cache une autre question plus importante et plus globale, celle du statut du secteur public productif (SPP) formé d'entreprises publiques qui ne sont pas liées directement à l'administration central (ministères) ou de sa représentation locale (APC, guichets fiscaux ...).

On peut trouver dans le SPP, par exemple, des entreprises de travaux publics et de réalisation au niveau des ministères, au niveau des wilayas, et même au niveau des APC ... Aussi on peut trouver des entreprises de production de produit matériels ou de services telle que SONATRACH, SONALGAZ ...

La différence entre les deux instances, administration central ou sa représentation locale et entreprises de travaux, n'est pas pour le moment, on convient, dans le caractère marchand du produit fourni (vendu ou vendable) mais dans le caractère régalien ou non de ce dernier (ex. l' APC délivre gratuitement l'extrait de naissance; c'est pour son caractère régalien nous pensons.

Dans d'autres pays on paye une somme symbolique. On pourrait même vendre le service avec ou sans profit; pour rationaliser et sa production et son utilisation. On pourrait déléguer le service à un organisme, privé, qui demanderait une contrepartie plus ou moins importante (!!).

Cette question est devenue problématique entre ceux qui veulent donner à l'état⁴, supposé garant de l'intérêt général, plusieurs moyens pour intervenir et pour réaliser des objectifs sociaux et pour préserver un certain ordre social, et ceux qui prônent toutes les libertés d'entreprendre, relevant d'après eux, des droits fondamentaux que seul leur respect est garent de toute efficacité. La voie intermédiaire, celle qui donne naissance à un secteur public grand et fort, appelant le pour le moment secteur public productif (SPP) n'a jamais été clairement et définitivement définie, elle a été aussi écartée, toutes les fois, par les uns et par les autres, les extrêmes, une fois en position de force. L'histoire humaine n'a donné raison à aucun de ces deux courants contradictoires. La dernière volte-face a été enregistrée avec le début de la crise

financière mondiale actuelle. (2008) avec le sauvetage des banques en difficulté et en faillite, c'est une nationalisation déguisée de la part du pays qui prêche l'économie de marché au monde entier. (!)

Notre problématique consiste dans la recherche théorique de ce milieu dans la pensée économique. Ce milieu se traduit dans la domaine financier de EPP par la possibilité, pour celles-ci, de disposer pleinement de ses deniers durant une période assez longue et de contacter, si elles le voient nécessaire, le marché financier pour se financer et/ou se financiariser si elles le trouvent bon.

Non hypothèses sont le rationalisme⁵ et le nationalisme⁶ des citoyens.

Nous consacrerons une première partie (1) à la nécessité théorique d'un SPP et une deuxième partie (2) à l'évaluation critique méthodologique.

I. NECESSITE D'UN SPP

Au dirigisme total, politique, social et économique, le dirigisme des pharaons par exemple, succède presque toujours la volonté de rattraper les libertés perdues dans le parcours.

Aux tenants des libertés totales succède, presque toujours, la volonté de revenir à une société de moral, de droit et de justice sociale perdue dans la parcours. L'inégalité sociale déborde toujours sur des confrontation haineuses et sur des représailles majeures? Le compromis politique et sociale entre ces deux forces contradictoires a été toujours souhaité, mais il est resté éphémère; les rapports de forces ont toujours triomphé.

PASCAL (1623,1662) le pasteur et philosophe français, ne croit même pas à la formulation du principe de justice, justice sociale nous cherchons ici. Car, il pense que justice et force ne peuvent coexister. La force chasse toutes les fois la justice « parce qu'elle est forte ».« La justice est sujette à dispute, la forces est toujours reconnaissable et sans dispute; ainsi on n'a pas donné la force à la justice. Ne pouvant faire que ce qui est juste fut fort, on a fait ce qui est fort fut juste⁷ ».

voyons comment se sont exprimées les pensées extrêmes. dans le pays capitalistes. dans les ex-pays socialistes et dans et. dans les pays du tiers monde.

1. En pays capitalistes

Cette problématique a été très vite héritée par l'économie politique, la science des richesses, adaptée à la société en la matière, née officiellement en 1776 avec Adam SMITH. L'économie politique a fécondé, très vite, deux courants opposés: l'un libéral (classique puis néoclassique) l'autre dirigiste (les écoles marxistes, vues sous l'angle économique sont dirigistes, néokeynésiens⁸ et postkeynésiens⁹, après la deuxième guerre mondiale.

Cette voie a triomphé jusqu'à l'avènement de la crise de stagflation aux EU (à partir de 1968 et dans le monde occidental, par la suite.

Rappelons que pour assoir sa théorie, Keynes a avancé la distinction suivante: bien économique individuel et bien économique collectif. Les biens collectifs sont indivisibles, il insiste, et sont demandés par tous les citoyens. Et c'est ainsi qu'ils doivent être fournis, en son temps, que par l'état. L'état doit pour le besoin posséder de moyens pour les produire; en l'occurrence des EPP. En cela l'état n'est pas assimilable comme dans la théorie néoclassique, théorie microéconomique, à un agent économique offreur de biens dans un marché de concurrence pure et parfaite, l'état est régulateur dit l'école de régulation par la suite¹⁰.

La crise de stagflation a mis en échec et dirigistes du bloc socialiste et leurs alliés et semblables du tiers monde et les interventionnistes du monde occidental, y compris néokeynésiens et postkeynésiens, elle a par contre réhabilité les libéraux qui ont été rejetés auparavant par la grande crise (!):

Les monétaristes et à leur tête Milton Friedman¹¹.

Les économistes de l'offre.

Les nouveaux économistes classique.

Hayek (1899, 1992) orthodoxe a été redécouvert dans foulée¹².

Appelons tous ceux-là pour le moment, les néolibéraux.

L'économie de marché à l'échelle mondiale, dernière étape du capitalisme, et le monopolarisme de EU, assimilable à une gouvernance américaine du monde conformément au néolibéralisme n'a duré que quelques années, 12 ans au maximum, 1991 – 2002; période durant laquelle les EU n'ont pas été confrontées à aucun veto adversaire au conseil de sécurité.

La crise financière mondiale actuelle, qui a éclaté en 2008, n'a été que l'étincelle, a montré la fragilité du système capitaliste.

La Fédéral Reserve a couru au sauvetage des banques et maisons d'assurance publique et privées en difficulté. Le syndrome des nationalisation réapparaît.

STATUT DU SPP

Dans le pays capitalistes le SPP est passé le marginalisation à la solution magnifique, après la grande crise, à une soupape de sécurité, durant les trente glorieuses, à une réduction au minimum durant les réformes, à la réhabilitation avec la crise financière mondiale?! tout cela pour dire qu'il n'a pas connu la stabilité.

2. En pays socialistes

L'effondrement de l' URSS (1991) et des pays socialistes européens (début des années 1990) a sonné le glas au socialisme pur et dur, ie aux dirigistes. Or ceux-là aussi ont essayé, à maintes reprises, de sortir du dirigisme, synonyme dans ces pays de dictature et de despotisme; appelé par les réformateur, KHROUTCHEV et autres européen, stalinisme.

La dictature, non du prolétariat, comme le veulent les fondateurs, Marx et Engels, mais du parti communiste de l'union soviétique (PCUS), voire de son secrétaire général, sur tout le peuple a tué toute initiative politique, voire individuelle. Les circonstances expliquent en partie cela: Blocus des années 1920, deuxième GM et guerre froide. Les faits ont fait de l' URSS et ses citoyens, des ingrats vivant en quarantaine. Tout appartient à l'état, tout est fait par l'état et l'état fait toujours bien et à tout le monde !! Contrarier l'état est de la réaction et c'est comploter avec l'étranger impérialiste. On peut dire à la limite que ce système n'a pas de règle économique ou autre à respecter.

Tout l'édifice créé par MARX, ENGELS et LENINE, les pionniers, les révolutionnaires, tombe entre les mains de STALINE, SG du PCUS, seul maitre de l'URSS du 1922 à ... 1953, date de sa mort !!

L'URSS dirigée par une seule personne, le SG du PCUS, on l'a dit, la restera jusqu'à l'arrivée de GORBATCHEV qui a pu la démonter parce que ... SG du PCUS (!).

Le schisme entre l'URSS et la chine, à partir de 1958 à côte du titisme de J.P.TITO (1892, 1980) et du puritanisme d'Enver HODJA (1908, 1985) de l'après 2GM, ont fait que le communisme devient communismes; soumis aux état matinaux, se voulant tous communistes, que communisme prolétarien de « prolétaires de tout le monde unissez-vous¹³ »

STATUT DU SPP

IL y a difficulté de trouver la place d'un secteur PP en pays marxiste. Avec le développement de forces productives et le dépérissement de l'état, les effets de la rareté et de la propriété deviennent nuls. L'état dans la phase de transition vers le communisme doit uniquement accélérer d'une manière consciente le développement des forces productives. Or l'état n'a pas dépéri, contrairement il a durci. Devant les faits, KHROUTCHEV (ainsi que d'autres leaders communistes européens) a essayé de réformer le système dans le sens de posséder un SPP non totalement inféodé au parti, t pratiquement au plan. Tâche impossible ça s'avère¹⁴.

3. En pays du tiers-monde

Dans ces pays l'identité de différence n'a pu être trouvée et défendue¹⁵. C'est dans ce genre de pays qu'un SPP grand et puissant non capitaliste et non bureaucratique doit être trouvé. L' hétérogénéité de cet ensemble a fait qu'il a éclaté en socialiste et en capitaliste. En réalité en pays à obédience occidentale, obédients à l'ex colonisateur, et en pays à obédience orientale, obédients l'ex union soviétique ou à la Chine populaire.

Les pays du tiers-monde n'ont pas résisté, eux aussi, à la crise de stagflation qui les a facilement entraîné dans une crise aigue d'endettement. Le rééchelonnement de la dette les a obligés à accepter les " réformes " du FMI (programmes de restructuration, ...). Les " réformes " ont inféodés plus ces pays dans le système capitaliste mondial au profit des pays capitalistes, ex colonisateurs, des firmes multinationales et du système bancaire mondial. C'est le coups de grâce économique à ces pays qui n'ont pas pu s'allier et résister.

STATUT DU SPP

Fouillant le capitalisme parce que colonisateur, Fouillant le soviétisme parce que hégémoniste, les tiers-mondistes devaient laisser plus d'autonomie et plus de place à l'EPP et au SPP, et donner un modèle à suivre aux pays capitalistes et aux soviétique. Il n'en est a pas été ainsi. On ne peut pas bâtir un pays et un modèle sur la contrariété. Les textes fondamentaux manquaient, l'expérience manquait et ils n'étaient pas réellement libres de leurs actes. F.CASTRO a été clair en disant que le tiers-mondisme positif signifie l'alliance sur l'URSS; c'était en période de la guerre froide et de confrontation entre les EU et l'ex URSS. Ali RABIE, président du Yémen-sud dans les années 1970, disait que le

tiers-mondisme signifie l'alignement sur la Chine !. C'était en période de conformation entre la Chine et l'union soviétique.

Certains auteurs ont cru bâtir la thèse de triomphe de l'économie mixte basée sur une dose équilibrée de l'intérêt individuel et de la solidarité national; dirigée par des hommes de savoir neutres, les bureaucrates et les technocrates, dans un vision structuraliste de la société, une technostructure sociale (1). Le triomphe du néolibéralisme a prouvé le contraire (!). Les communistes et les socialistes européens repentis vis-à-vis de leur position envers les droits de l'homme ont découvert le DD¹⁶ et l'économie positive¹⁷, toutes les deux interventionnistes.

Ainsi la guerre est toujours totale entre les libéraux et les interventionnistes (!).

CONCLUSION PARTIELE:

Tout cela pour dire qu'aucune pensée, capitaliste, socialiste ou tiers-mondiste n'a pu trouver le juste milieu nécessaire pour édifier clairement d'une manière institutionnelle et légale un secteur public juste, indécant et stable. En conséquence le problème de financement du secteur public reste entier. Le retour actuel au choix national, partout dans le monde, nous rappelle les puissances nationales d'avant 1917 malgré le bref passage à l'économie de Marché mondial unipolaire, nous étonne fort.

II. EVALUATION DES DEMARCHES ECONOMISTE ET TRADITIONNELLE POUR JUSTIFIER LE STATUT DU SPP

Nous n'allons pas développer, pour notre compte, un raisonnement pour dégager le statut définitif du SPP qu'il faut adopter. Il y a une très grande nécessité méthodologique d'abandonner la méthode partitive (dites aussi analytique, traditionnelle ou cartésienne) et d'adopter la méthode systémique dans tous les domaines de recherche.

L'ancienne méthode a accumulé et juxtaposé des approches différentes pour un même sujet d'analyse (ex: approche juridique de l'entreprise, approche économique de l'entreprise, approche sociale de l'entreprise, approche organisationnelle de l'entreprise, ...).

On est arrivé ainsi à la pluridisciplinarité. Certaines de ces disciplines et approches sont même contradictoires (l'approche sociale, plus global, chapeaute sur l'environnement et se problèmes, sur la justice sociale et le DD; alors que l'approche néoclassique, que économiste, individualiste, se contente de la règle du jeu, le marché de concurrence

pure et parfaite est le seul juge entre les agents économique; et nie la pauvreté!).

Cette nouvelle méthode nous révèle facilement l'impossibilité de tirer profit de l'ancienne méthode. La méthode systémique, qui est de loin plus raisonnable, vue que l'objet analysé, le système, soit aussi étendu et globale que le raisonnement demande; ie avec un maximum d'éléments explicatifs; que le but soit connu d'avance; que les éléments entrent dans un mécanisme fonctionnel d'explication pour réaliser ce but. Tout ça en intégrant le temps et l'espace dans l'explication.

1. recherche de la globalité dans le raisonnement: elle s'oppose à la méthode analytique, utilisée surtout par les économistes libéraux, les néoclassiques essentiellement, qui limitent le raisonnement aux échanges dans un marché de concurrence pure et parfaite, les néoclassiques.

il y a lieu d'étendre le raisonnement à la société toute entière, à la communauté internationale et à la communauté mondial maintenant, au temps et à l'espace aussi. pour tout ce qui est système mondial.

Toute approche économiste indépendante, restrictive de l'acte humain pour ne pas dire économiste, manque de crédibilité.

L'impact sur le statut du SPP est évident. Ce secteur doit s'intégrer dans la société de manière homogène et fonctionnelle.

Le SPP ne peut être une composante de la société assimilable à un secteur consolidé de la comptabilité national, faisant un travail répétitif, prévisible, en dehors de la métamorphose globale. De même l' EPP prise individuellement ne peut pas être assimilable à un agent économique de raisonnement walrassien, établissant via le marché, l'équilibre général. Ce n'est pas non plus un rajout à l'offre globale comme c'est dans le raisonnement keynésien. Remarquons aussi que les considération sociales et régaliennes sont des rajouts dans la pensée libérale. On pense l'acte économique type, ou standard, on généralise aux membres de la société et on ajoute l'état!!

Toutes les théories économiques, cependant, n'étaient pas traditionnelles. Les pensées marxienne et institutionnaliste portaient les prémices de la systémie.

2. concernant le but à découvrir pour un système existant, ou le but à atteindre

Nous ne voyons pas de but mécanique significatif que l'approche systémique doit retenir en société humaine. Le but raisonnable

à atteindre est l'industrialisation et le développement durable. Or le développement durable n'est pas demandé par les libéraux. La définition du DD finit d'après eux dans le normatif et forcé dans le politique.

le néolibéralisme ne se donne pas de but, il se donne seulement une règle du jeu qui, en fait, ne s'oppose pas aux faiseurs sur la scène sociale et politique, rapport de forces oblige. Laquelle règle du jeu n'a pas épargné les économies occidentales des crises économiques, suivies de conflits sociaux, voire de confrontation internationales. Remarquons que, pour une société donnée, le but à réaliser rend forcément le raisonnement normatif.

Ainsi le statut du SPP n'est pas scientifiquement déterminable. Il part des considérations sociales, politiques ... bref, normatives.

C'est pour cela que J.ATTALI dans son économie positive¹⁸ critique son pays, la France, et l'Union Européenne pour les réformes libérales qui ont abouti à une diminution « drastique » du taux de prélèvements obligatoires; pourtant critère primordial pour l'adhésion à l'Union. Il prône le modèle nordique où le taux d'imposition est le plus élevé et où ... la solidarité sociale est exemplaire !!. « la réalité montre qu'il n'en est rien (ie que le marché n'a pas fait son travail), et que les innombrables imperfections du marché conduisent à une sous utilisation des facteurs de production; ie au chômage et aux crises¹⁹ ».

3. concernant le fonctionnement du système

Nous voyons peu significatives les relations mécaniques exprimées en mathématique par le genre de relation $y = f(x)$ ²⁰, par exemple pour certains sociologues il s'agit de la physique sociale (!). Citons aussi l'autre échec dans l'explication, l'échec des marxistes. Le matériel ne motive pas à lui seul la société. La lutte n'est pas uniquement autour de l'explication matérielle (rapports de production); l'évolution n'est pas eurocentriste, en 5 stades²¹. L'Angleterre et l'Allemagne n'ont pas atteint le communisme comme prévu; ni même le socialisme, aucun état capitaliste n'a péri ... Dans un système, les interdépendances dans l'espace et dans le temps, sont la règle, elles ne sont pas mécaniques déterministes, elles sont systémiquement déterministes, selon la fonctionnalité des éléments et selon le but assigné ou poursuivi et le tout en respectant une certaine évolution. Les systémistes compliquent encore la tâche en parlant de sous-systèmes et en parlant de relation, plus ou moins importante, avec l'environnement direct et l'environnement lointain, comme parlent les écologistes de l'eco-système.

Impact sur le SPP:

Ne connaissant pas les loins déterministes on ne pourrait pas tirer profit de cette démarche systémique très vaste et ouverte à plusieurs évolutions, pour ne pas dire imprécise.

L'investissement, par exemple, élément déterministe dans l'explication keynésienne, le multiplicateur d'investissement. Aussi élément déterministe dans l'explication marxienne, matérialisme historique, appelé accumulation, n'est plus très significatif en méthode systémique. Les systèmes font même la différence entre système très déterministe et fermé, comme la montre à pile. système très déterministe et ouvert comme l'ordinateur, à input et output. système semi-déterministe comme le système Entreprise, appelé pour la circonstance organisation ou groupe évoluant dans un environnement plus ou moins hostile ...

conclusion:

C'est ainsi que nous voyons que le statut du SPP reste toujours problématique parce que, essentiellement, la méthode systémique, qu'il faut toujours améliorer, rationaliser et habiliter, ne couvre pas pour le moment la vie socio-économique et ne se prononce pas sur le normatif.

Ceci n'a pas empêché des peuples, des décideurs (gouvernements, systèmes informels ...) à trouver un consensus salubre autour de cette question clé comme l'ont trouvé les nordiques (Suède, Danemark, ...).

L'EPP a toujours posé problème pour sa justification et pour son financement une fois légalement justifiée. Elle a été le noyau des réformes imposées aux pays socialistes et aux pays en développement pour accéder aux marchés extérieurs dans l'économie de marché.

C'était durant le comportement triomphant du fin XX^e siècle. Il a suffi que la crise financière éclate (été 2008) aux EU pour qu'ils courent au sauvetage des entreprises et banque, publiques et même privées, malgré l'échec flagrant de la financiarisation et de la mondialisation unipolaire. Le problème de l'EPP est aussi le problème du SPP qui ne bénéficie même pas de définition juridique. Notre recherche prouve la portée multidimensionnelle de la problématique, c'est sa face scientifique et son caractère social et politique, c'est sa face morale. En ceux-là elle est éternelle.

GLOSSAIRE

Les 3 D: délocalisation, dérèglementation et désintermédiation.

Déficit: - budgétaire: situation dans laquelle les recettes prévues sont inférieure aux dépenses définitives.

- Public: notion plus large que celle de déficit budgétaire puisque elle englobe également le solde des recettes et des dépenses des collectivités locales, celui de la sécurité sociale. En comptabilité nationale, on parle de besoin de financement des administrations [ECHAUDEMAISON].

Déflation: est une baisse généralisée des prix [BAPTESTE, p 392].

Dettes: - publiques: est la somme de la dette de l'état, des collectivités territoriales et des organismes de sécurité sociale (le pacte de stabilité fixe deux critères de bonne gestion économique dans l'EU. le déficit public doit être inférieur à 3% du PIB et la dette doit être inférieure à 60% du PIB. Le 22/03/2005, à Bruxelles, un débat s'instaure au tour de la pertinence du maintien de ces critères pour une croissance européenne soutenue).

économie positive: c'est une économie façonnée sur le long terme [ATTALLI, pour une économie positive].

économiser: prétention à mesurer à travers la rationalité économique tout acte humain et à juger de son efficacité ou de son utilité. L'économie est un totalitarisme intellectuel ou étioologique [LAKHEL p 267].

EPP: entreprise publique productive.

International: dans ce domaine les acteurs sont des états qui sont sensés indépendants (voir national, mondial).

Mondial: dans ce domaine les acteurs sont des citoyens mondiaux, ils sont sensés indépendants de leurs gouvernements nationaux, ils doivent en principe respecter une charte mondiale ... (voir national et international).

National: dans ce domaine les citoyens appartiennent à une nation, à géographie connue, ils sont gouvernés par un gouvernement national. Ces citoyens sont représentés à l'extérieur par leur gouvernement national et ne peuvent en aucun cas se justifier à l'extérieur.

Le « ni-ni »: c'est l'expression de F. MITTERAND en 1988 après sa réélection pour un second mandat elle définissait une nouvelle

ligne dans sa politique économique consistant à ne pas faire de nouvelles nationalisation tout en conservant celles déjà faites: ni nationalisation ni privatisation [wikipedia, Google].
SPP: secteur public productif.

BIBLIOGRAPGIE

- ¹ A. SMITH: la richesse des nations (1776).
- ² F.MITTERAND: programme d gouvernement, présenté par le parti socialiste, pour le programme unique, parti socialiste et parti communiste, en vue des élections présidentielle de 1974 (1972).
- ³ Pierre MASSE: le plan ou l'antihasard (Gallimard).
- ⁴ En se soumettant au pouvoir établi et en acceptant règne institutionnel d'un état, nous nous éloignons des anarchistes. Nous ne considérons pas, pour le moment ; la nature de l'état, son origine, son évolution ... c'est une des première contraintes de cette recherche (www.ontonyme-org).
- ⁵ Nous nous contentons pour le moment de la rationalité économique « qui tend pour un agent à obtenir le maximum de bien être au moindre cout »; définition néoclassique (BEZBAKH, p 473).
- ⁶ Pour nationalisme nous entendons le raisonnement limité dans l'espace à la géographie politique de l'économie-nation; on écarte ainsi les firmes multinationales et les intérêts compradores.
- ⁷ B.PASCAL: pensées, 1670 c.p. LAROUSSE, citation philosophiques, 2010, p 150.
- ⁸ LAKEHAL, p 720.
- ⁹ LAKEHAL, p 720.
- ¹⁰ Yves CROZET: analyse économique de état (A.C.1991 PP 126 – 146).
- ¹¹ Milton FRIDMAN (1956, 1960, 1969).
- ¹² F.HAYEK (prin et production, 1931) conservateur jamais rallié à Keynes.
- ¹³ Première phrase du manifeste du parti communiste (1948)
- ¹⁴ L'expérience LIBERMAN (1962).
- ¹⁵ Ils ne sont pas tous agricoles, il ne sont pas tous du sud de la planète, il ne sont pas tous d'une même religion, d'une même race, ...
- ¹⁶ Développement durable (DD) ou éco-développement,
- ¹⁷ J.ATTALI: pour une économie positive (Fayard, Paris 22013). TV5-monde, géopolis sep 2013.
- ¹⁸ Jacque ATTALI: pour une économie positive (Fayard 2013); TV5 Monde, géopolis sep 2013.
- ¹⁹ ATTALI, idem p 24.
- ²⁰ x variable indépendante dans le sens des mathématiques du 19^e, siècle.
y variable dépendante que de x par le fonctionnel f, ou le faiseur f. ex: distance = f (vitesse horaire).
- ²¹ STALINE: la loi des 5 stades.